

# L'avenir de la forêt repensé avec

Le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau était hier dans les Landes et en Gironde aux côtés des forestiers, des élus et des services de l'État pour les États généraux de la forêt

Valérie Deymes

v.deymes@sudouest.fr

Le moins que l'on puisse dire est que les services de l'État, les élus, les services d'incendies et de secours, la DFCI, les forestiers, les professionnels de la forêt et du bois n'ont pas perdu de temps. Alors que les dernières flammes des incendies girondins de 2022 ont été totalement maîtrisées le 28 septembre dernier, les différents acteurs précités ont ouvert hier les États généraux de la forêt et du massif des Landes de Gascogne. Depuis les locaux de Bordeaux Sciences agro à Pessac (33) et en présence du ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, arrivant d'une visite à Arue (40) de la pépinière de Forelite, filiale d'Alliance forêts bois.

L'ambition de ces États généraux : plancher sur la prévention et la lutte contre les incendies, avant que le printemps 2023 ne ravive les flammes, et préparer la reconstitution du massif. Massif des Landes de Gascogne qui a payé un lourd tribut cet été avec : 28 654 hectares de forêt partis en fumées, soit 3,064 millions de m<sup>3</sup> de bois (plus d'une demi-année de récolte) et 1 652 propriétaires forestiers impactés. On rappellera les 50 000 personnes évacuées pendant les sinistres et on se félicitera de l'absence de victimes.

## 1 La question des moyens de lutte

Les présidents des conseils départementaux de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne ont profité de la présence du ministre pour rappeler les demandes en matière de lutte et ce, alors que le président de la République avait le 28 octobre annoncé une enveloppe de 400 millions d'euros, dont 250 pour le réarmement de la flotte

aérienne et 150 pour les SDIS. Les représentants du massif des Landes de Gascogne plaident pour une présence d'une partie de la flotte sur leur territoire pendant la période à risque. Et demandent un accompagnement financier pour remettre à flot le parc au sol dont le patron des pompiers de Gironde, Marc Vermeulen, estime qu'il est hors service à hauteur de 40 % depuis cet été. On retiendra en matière de lutte, cette fois, hors terrain financier, la doctrine de nouveau martelée lors des États gé-

« Il faut replanter du pin maritime et travailler sur la diversification »

néraux. « Doctrine de l'attaque des feux naissants » que Marc Vermeulen s'est fait un plaisir de qualifier comme restant « la meilleure technique opérationnelle »...

## 2 La prévention et la « prise de conscience »

Le volet prévention sera un gros morceau de ces États généraux. À la tribune, les experts se succèdent pour énumérer les enjeux : travailler sur l'interface entre l'urbanisation et la forêt, intégrer dans les documents d'urbanisme le risque incendie, revoir le plan interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies, préparer et partager un maximum d'informations en amont via des cartographies et des images satellites sur les quelque 4 000 sites du massif à protéger, et renforcer l'application d'obligation de débroussaillage.

Un dernier point sur lequel Marc Fesneau a lui aussi insisté, promettant d'accompagner les



Le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau (au centre) a commencé par une visite de terrain à la pépinière de Forelite à Arue (40). Il a planté un plant de pin maritime. PHILIPPE SALVAT / « SUD OUEST »

maires dans cet exercice d'application. D'ailleurs, c'est à une prise de conscience générale des risques que le ministre fait appel. Et on reparle d'une météo des forêts telle que le président Macron l'a déjà évoquée.

## 3 Le temps viendra du reboisement

Si les professionnels du massif

et les services de l'État se sont fixé la date du 1<sup>er</sup> mars 2023 pour gérer les surfaces sinistrées au mieux et éviter les attaques de champignons et la pullulation des scolytes, hyboles et nématodes, ils ont tous en tête le moyen et long termes : la reconstitution du massif.

Le CRPF (Centre régional de la propriété forestière), à la de-

mande du ministère, a rendu un rapport pour aiguiller les intentions en s'appuyant sur des documents scientifiques. Il lâche quelques constats : « Il est difficile d'installer des lisières de feuillus et plus efficace de s'appuyer sur l'existant » ; « les plantations en mélange pins et feuillus sont peu concluantes » ou encore « la sensibilité des es-

# le ministre



sences forestières doit être nuancée ».

Un dernier point nuancé pour le coup par Marc Vermeulen, affirmant que « la présence de feuillus sur un feu naissant ralentit sa progression ». C'est Marc Fesneau qui finit par arbitrer l'échange : « Il faut étayer le reboisement à la lumière de la science. Il faut replanter du pin maritime et travailler sur la diversification. Je n'aime pas le procès fait aux résineux qui cap-

tent autant de carbone que les feuillus. 150 millions d'euros seront mobilisés par France 2030, mais ça ne suffira pas. Il faudra d'autres moyens publics mais aussi privés via des labels de stockage de carbone. »

Le ministre promet de revenir pour affiner les moyens et de simplifier les plans de gestion durable des parcelles pour que les petits propriétaires l'adoptent. « L'État sera à vos côtés. »